

## Mise en garde de l'Onu avant les élections en RDC

Source Reuters La répression politique et l'attitude partisane des forces de sécurité en République démocratique du Congo risquent de déboucher sur de nouvelles violences à l'approche des élections présidentielle et législatives du 28 novembre, estiment les Nations Unies. Selon un rapport du Bureau conjoint de l'ONU pour les Droits de l'Homme, la poursuite de la répression et des atteintes aux Droits de l'Homme "pourraient accroître la possibilité que des individus ou des partis politiques recourent à la violence, mettent en danger le processus démocratique et débouchent sur des violences post-électorales".

Cette étude fait état de 188 cas de violence liés aux élections qui se sont produits entre novembre 2010 et septembre 2011 avec, notamment, la mort de quatre personnes tuées lors de manifestations politiques. "Les agents de sécurité responsables de ces violations des droits de l'homme ont paru ici faire preuve d'un zèle parfois excessif, agissant au nom d'autorités locales ou provinciales, ou des deux", estiment les rapporteurs de l'ONU. Ils signalent le recours à un texte de loi proscrivant les insultes contre le chef de l'Etat pour poursuivre des opposants du président Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001 et qui devrait être réélu le 28 novembre. Des policiers ont frappé, menacé et arrêté des civils pour le simple fait d'arborer des T-shirts aux couleurs de l'opposition. AVERTISSEMENTS DE L'UE ET DE L'UA "Malgré des garanties constitutionnelles, ceux qui cherchent à exprimer leurs opinions et à exercer la liberté de réunion et d'association étaient souvent sujets à des abus de la part d'agents de l'Etat et ont vu leurs droits à l'intégrité physique bafoués". "La situation dans l'est de la RDC est tout particulièrement préoccupante, les partis politiques y étant apparemment pris pour cibles et nombre de leurs membres privés de leurs libertés ou sujets à des mauvais traitements et à des menaces", note les auteurs du rapport. "Selon une tendance que l'on voit s'esquisser, des partis sont plus souvent visés dans les régions où ils disposent d'un nombre important de partisans et où ils sont perçus comme la menace principale pour la majorité au pouvoir et le président", dit encore le document. Etienne Tshisekedi, l'un des principaux rivaux de Kabila, a une forte assise populaire à Kinshasa, la capitale, ainsi que dans les provinces méridionales du Kasaï. Vital Kamerhe, ancien allié du président, est populaire dans l'est du pays. L'ONG Human Rights Watch (HRW) a noté que le rapport de l'ONU ne mentionnait qu'une partie des abus commis. L'Union européenne et l'Union africaine ont elles aussi adressé des mises en garde à Kinshasa en soulignant la dégradation de la situation politique. La mission d'observation de l'UE a critiqué le musèlement des médias d'opposition en recommandant aux autorités de s'abstenir de toute incitation à la violence. L'UA a lancé un appel à la modération et reproché à Etienne Tshisekedi d'avoir clarifié semaine qu'il se considérait déjà comme président.